

JOURNAL OFFICIEL

DES

ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOISMATAHITI 68.
N° 21.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 1
NO NOVEMA 1919.

ABONNEMENTS			ABONNEMENTS ET ANNONCES		ANNONCES ET AVIS
	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS	Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie, à Papeete.	Annonces judiciaires : la ligne.....
Etablissements français de l'Océanie.	12 fr.	6 fr.	3 fr.		Les mêmes, renouvelées : la ligne....
France, Colonies et Union postale. ...	20 fr.	11 fr.	6 fr.	PRIX DU NUMÉRO : 50 CENTIMES. <i>Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.</i>	Annonces commerciales et avis divers : la ligne.....
					Les mêmes, renouvelés : la ligne.....

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

1919	Pages
ACTES DU POUVOIR CENTRAL	
14 octobre.... Arrêté promulguant dans la Colonie le décret du 27 juillet 1919, portant approbation de prélèvements exceptionnels sur la Caisse de réserve des Etablissements français de l'Océanie et d'ouverture de crédits correspondants au Budget local de l'exercice 1919.....	382
14 octobre.... Arrêté promulguant dans la Colonie la loi du 29 juillet 1919, fixant les conditions dans lesquelles le Gouvernement est autorisé à négocier des conventions de commerce.....	382
24 octobre.... Décision promulguant dans la Colonie le décret du 8 septembre 1919, portant approbation d'ouverture de crédits supplémentaires au Budget local des Etablissements français de l'Océanie.....	383
15 juillet.... Décret nommant M. Michas Juge-Président du Tribunal de Première instance de Papeete, et M. Antier Lieutenant de Juge au même Tribunal.....	383
Décision du Ministre de la Marine désignant M. Tensorer en qualité de Garde-magasin de la Marine à Papeete.....	383
Arrêté du Ministre de l'Instruction publique nommant MM. Ahnne (Edouard-Frédéric) et Chevolot (Louis) Officiers de l'Instruction publique.....	384

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

9 octobre.... Arrêté autorisant la Société "Pacific Coconut Products Corporation" à établir, quai de l'Arsenal à Papeete, un wharf d'accostage avec canalisation pour l'embarquement de l'huile.....	384
9 octobre.... Arrêté autorisant la Société "Pacific Coconut Products Corporation" à établir au-dessus de la mer, en face de son usine, quai de l'Arsenal à Papeete, deux réservoirs d'huile.....	384
9 octobre.... Arrêté modifiant l'article 5 des arrêtés des 24 février 1916 et 11 juin 1914, portant réorganisation de la Caisse Agricole.....	385

9 octobre.... Arrêté autorisant le Trésorier-Payeur à faire emploi dans ses écritures du montant du dégrèvement accordé à la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie, pour impôt sur propriété bâtie concernant l'année 1918.....	385
10 octobre.... Arrêté fixant le prix des passeports à l'intérieur et à l'étranger et le droit dû pour chaque visa de passeport dans la Colonie.....	386
20 octobre.... Arrêté autorisant la restitution, à la Compagnie Concessionnaire du Port de Papeete, de la redevance afférente aux 6 derniers mois du bail du 4 octobre 1917, résilié pour compter du 4 octobre 1919.....	386
24 octobre.... Arrêté autorisant un prélèvement de 80.000 fr. sur la Caisse de réserve, pour être affecté à l'attribution d'avances exceptionnelles sur amélioration de traitement au profit du personnel en service dans la Colonie et entretenu sur le Budget local.....	386
24 octobre.... Arrêté ouvrant un crédit de 80.000 fr. au titre du Chapitre 18, art. 1 ^{er} , § 7 : « Dépenses extraordinaires ».....	386
24 octobre.... Arrêté prorogeant jusqu'au 31 décembre 1919 la pêche des huîtres nacrées et perlières dans l'archipel des Tuamotu.....	387
Nominations, mutations, mouvements, etc.....	387

AVIS OFFICIELS

Enregistrement et Domaines. — Vente aux enchères publiques.....	389
Hôpital civil de Papeete. — Avis d'adjudication.....	389
Service des Mines. — Demande de permis de recherche.....	389
— Permis de recherche.....	390

PARTIE NON OFFICIELLE

NOUVELLES ET INFORMATIONS

Port de Papeete. — Liste des passagers arrivés et partis.....	390
---	-----

STATISTIQUES

Statistiques démographiques de la Commune de Papeete du mois de septembre 1919.....	390
Situation financière de la Caisse Agricole au 1 ^{er} octobre 1919.....	391
Observations météorologiques de l'Hôpital civil de Papeete, du mois d'août 1919.....	395
Annonces judiciaires.....	391
— commerciales et avis divers.....	392

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie le décret du 27 juillet 1919, portant approbation de prélèvements exceptionnels sur la Caisse de réserve des Etablissements français de l'Océanie et d'ouverture de crédits correspondants au Budget de la Colonie (Exercice 1919).

(Du 14 octobre 1919.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 27 juillet 1919, portant approbation de prélèvements exceptionnels sur la Caisse de réserve des Etablissements français de l'Océanie et d'ouverture de crédits supplémentaires au Budget local de la Colonie (Exercice 1919);

Vu la dépêche ministérielle n° 49, du 8 août 1919,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 27 juillet 1919, portant approbation de prélèvements exceptionnels sur la Caisse de réserve des Etablissements français de l'Océanie et d'ouverture de crédits correspondants au Budget local de la Colonie (Exercice 1919).

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 14 octobre 1919.

JOCELYN ROBERT.

RAPPORT AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 27 juillet 1919.

Monsieur le Président.

Le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie a pris, en conseil d'Administration, à la date du 30 avril 1919, deux arrêtés ayant pour objet de réaliser deux prélèvements sur les disponibilités de la caisse de réserve de la Colonie, savoir : 1^o une somme de 60.000 francs destinée à la réfection des routes, ponts et bâtiments endommagés par le raz de marée et les inondations de janvier-février 1919; 2^o une somme de 57.000 fr. destinée à la réfection de la cale de halage de Papeete.

Par voie de conséquence, le Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie a pris, dans les mêmes conditions, deux autres arrêtés, à la même date du 30 avril 1919, ayant pour objet d'ouvrir au budget local de la Colonie; exercice 1919, les crédits correspondant à ces prélèvements.

Après examen, j'estime qu'il y a lieu d'approuver ces différents arrêtés, sous réserve que les crédits ouverts figureront à la 2^e section du budget, au titre des recettes et dépenses extraordinaires. Si vous approuvez cette manière de voir, je vous serai reconnaissant de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-joint.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le Ministre des colonies,
HENRY SIMON.

DÉCRET

(Du 27 juillet 1919.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 25 mars 1919, approuvant le Budget local des Etablissements français de l'Océanie pour l'exercice 1919;

Vu les deux arrêtés du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, en date du 30 avril 1919, portant prélèvement sur la caisse de réserve : 1^o d'une somme de 60.000 fr. pour être affectée à la réfection des routes et ponts de Tahiti-Moorea et Iles-Sous-le-Vent, endommagés par le raz de marée et les inondations de janvier-février 1919; 2^o d'une somme de 57.000 fr. en vue de la réfection de la cale de halage de Papeete;

Vu les deux arrêtés du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, en date du 30 avril 1919, portant ouverture au Budget local de l'exercice 1919 de crédits correspondant aux prélèvements indiqués ci-dessus,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Sont approuvés les deux arrêtés susvisés du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, en date du 30 avril 1919, portant prélèvement sur la caisse de réserve, d'une part, d'une somme de 60.000 fr., d'autre part, d'une somme de 57.000 fr.

Art. 2. — Sont également approuvés les deux arrêtés du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, portant ouverture, au Budget local de l'exercice 1919, de crédits correspondant aux prélèvements indiqués à l'article précédent, sous réserve que lesdits crédits figureront en recettes au chapitre 9 (Dépenses extraordinaires, prélèvements exceptionnels sur la caisse de réserve); et en dépenses au chapitre 18 (Dépenses extraordinaires).

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 27 juillet 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
HENRY SIMON.

ARRÊTÉ promulguant dans la Colonie la loi du 29 juillet 1919, fixant les conditions dans lesquelles le Gouvernement est autorisé à négocier des conventions de commerce.

(Du 14 octobre 1919.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la loi du 29 juillet 1919, fixant les conditions dans lesquelles le Gouvernement est autorisé à négocier des conventions de commerce;

Vu la dépêche ministérielle n° 8481, du 8 août 1919,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est promulguée dans Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécutée suivant ses forme et teneur, la loi susvisée du 29 juillet 1919, fixant les conditions dans lesquelles le

Gouvernement est autorisé à négocier avec les pays étrangers, pour une durée déterminée, les conventions de commerce.

Art. 2. — Le Chef du 2^{me} Bureau du Secrétariat Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin.

Papeete, le 14 octobre 1919.

JOCelyn ROBERT.

Par le Gouverneur :

Le Chef du 2^{me} Bureau du
Secrétariat Général,
H. GENTIL.

LOI fixant les conditions dans lesquelles le Gouvernement est autorisé à négocier les conventions de commerce.

(Du 29 juillet 1919.)

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ONT ADOPTÉ,
LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULQUE la loi dont la teneur suit :

Article unique. — L'article 1^{er} de la loi du 11 janvier 1892 est complété ainsi qu'il suit :

« Le Gouvernement est autorisé à négocier avec les pays étrangers, pour une durée déterminée, la concession de réductions de droits sur le tarif général, calculées en pourcentages sur l'écart existant entre ce tarif de droit commun et le tarif minimum.

« Les réductions accordées dans ces conditions pourront, en échange d'avantages corrélatifs, être mises provisoirement en application par décrets rendus en conseil des Ministres. Dans ce cas, les accords conclus devront être soumis à la ratification des Chambres, immédiatement si elles sont réunies, sinon dès l'ouverture de la session suivante. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 juillet 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre du commerce, de
l'industrie, des postes et des télégraphes,
CLÉMENTEL.

Le Ministre des affaires étrangères,
STEPHEN PICHON.

Le Ministre des finances,
L.-L. KLOTZ.

Le Ministre de l'agriculture,
et du ravitaillement,
NOULENS.

Le Ministre des colonies,
HENRY SIMON.

Le Ministre de la reconstitution
industrielle,
LOUCHEUR.

DÉCISION promulguant dans la Colonie le décret du 8 septembre 1919, portant approbation d'ouverture de crédits supplémentaires au Budget local des Etablissements français de l'Océanie.

(Du 24 octobre 1919.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 23 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 8 septembre 1919, portant approbation d'ouverture de crédits supplémentaires au Budget local des Etablissements français de l'Océanie, de l'exercice 1918,

DÉCIDE :

Article 1^{er}. — Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie, pour y être exécuté selon ses forme et teneur, le décret susvisé du 8 septembre 1919, portant approbation de l'arrêté du 14 mai 1919, relatif à une ouverture de crédits supplémentaires au Budget local des Etablissements français de l'Océanie.

Art. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 24 octobre 1919.

JOCelyn ROBERT.

DÉCRET

(Du 8 septembre 1919.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des colonies;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies,

DÉCRÈTE :

Article 1^{er}. — Est approuvé l'arrêté en date du 14 mai 1919, du Gouverneur des Etablissements français de l'Océanie, portant ouverture au Budget du Service local, de l'exercice 1918, de crédits supplémentaires s'élevant à la somme de 48.989 fr. 41 au titre des chapitres 2, 5, 10 et 12.

Art. 2. — Le Ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 8 septembre 1919.

R. POINCARÉ.

Par le Président de la République :

Le Ministre des colonies,
HENRY SIMON.

Par décret du 15 juillet 1919, sont nommés :

Juge-Président du Tribunal de Première instance de Papeete (Etablissements français de l'Océanie) : M. MICHAS, Lieutenant de Juge près le même Tribunal, en remplacement de M. Lebhar, précédemment nommé Substitut du Procureur général de la Nouvelle-Calédonie;

Lieutenant de Juge au Tribunal de Première instance de Papeete : M. ANTIER, Juge suppléant au Tribunal de Première instance de Bangui (Afrique Equatoriale française), en remplacement de M. Michas.

Par décision de M. le Ministre de la Marine, notifiée à M. le Gouverneur par dépêche en date du 23 août 1919, M. TENSORER (THÉOPHILE), Premier-Maître fourrier, a été désigné pour servir en Océanie, en qualité de Garde-magasin de la Marine, en remplacement de M. Cotel, rapatrié pour raison de santé.

Par arrêté de M. le Ministre de l'Instruction publique, en date du 21 août 1919, ont été nommés Officiers de l'Instruction publique :

M. AHNNE (EDOUARD-FRÉDÉRIC), Directeur des Ecoles françaises-indigènes de garçons à Tahiti ;

M. CHEVOLOT (LOUIS), Instituteur colonial dans les Etablissements français de l'Océanie.

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ autorisant la Société "Pacific Coconut Products Corporation" à établir, quai de l'Arsenal à Papeete, un warf d'accostage avec canalisation pour l'embarquement de l'huile.

(Du 9 octobre 1919.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, ensemble ceux des 19 mai 1903 et 7 octobre 1912, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la demande formulée par M. F. W. Wakefield, comme président et pour le compte de la Société "Pacific Coconut Products Corporation", par lettre du 6 septembre 1919 ;

Vu le rapport du Chef du Service des Domaines et l'avis du Chef du Service de la Navigation ;

Sur la proposition du Chef du 2^{me} Bureau du Secrétariat Général du Gouvernement ;

Le Conseil d'Administration consulté le 9 octobre 1919,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La Société "Pacific Coconut Products Corporation" est autorisée à occuper une partie du rivage maritime en rade de Papeete, quai de l'Arsenal, en face de son usine, suivant les indications du croquis annexé à sa demande.

L'occupation pourra s'étendre jusqu'à la limite des eaux profondes.

La présente autorisation a pour but de permettre à la Société l'établissement d'ouvrages d'accostage et d'une canalisation pour l'embarquement de l'huile.

Art. 2. — Cette autorisation est accordée sans fixation de durée et à titre précaire. Elle est révoquée, sans indemnité, à tout moment, à la volonté de l'Administration, tant comme concernant une portion du domaine public que dans l'intérêt de la Compagnie Concessionnaire du Port de Papeete ; elle pourrait en outre être retirée s'il n'était pas procédé dans le délai d'un an aux travaux en vue desquels elle est accordée.

Art. 3. — Le concessionnaire ne pourra substituer un tiers aux droits et obligations résultant du présent arrêté, sans une autorisation préalable de l'Administration.

Art. 4. — Les ouvrages d'accostage qui seront établis pourront être utilisés par le public, sans que cet usage porte entrave à la libre jouissance du concessionnaire.

Art. 5. — La Société versera à la caisse du Receveur des Domaines, à Papeete, une redevance annuelle de cent francs payable annuellement et d'avance. Cette redevance commencera à courir à compter de la notification du présent arrêté, constatée par la sou-

mission qui sera souscrite par le représentant de la Société ; elle sera révisée au plus tard tous les cinq ans.

Art. 6. — Le Chef du 2^{me} Bureau du Secrétariat Général et le Chef du Service des Domaines sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 octobre 1919.

JOCelyn ROBERT.

Par le Gouverneur :

Le Chef du 2^{me} bureau du
Secrétariat Général,
H. GENTIL.

Le Receveur des
Domaines,
FAUGERAT.

ARRÊTÉ autorisant la Société "Pacific Coconut Products Corporation" à établir au-dessus de la mer, en face de son usine, quai de l'Arsenal à Papeete, deux réservoirs d'huile.

(Du 9 octobre 1919.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, ensemble ceux des 19 mai et 7 octobre 1912, concernant le Gouvernement de la Colonie ;

Vu la demande formulée par M. F. W. Wakefield, comme président et pour le compte de la Société "Pacific Coconut Products Corporation", par lettre du 16 septembre 1919 ;

Vu le rapport du Chef du Service des Domaines et l'avis du Chef du Service de la Navigation ;

Sur la proposition du Chef du 2^e Bureau du Secrétariat Général ;
Le Conseil d'Administration consulté le 9 octobre 1919,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La Société "Pacific Coconut Products Corporation" est autorisée à installer en mer, à 10 mètres du rivage, en face de son usine, quai de l'Arsenal, à Papeete, deux réservoirs en acier de deux cents tonnes chacun, pour le dépôt de l'huile.

Art. 2. — Cette autorisation est accordée sans fixation de durée et à titre précaire. Elle est révoquée, sans indemnité, à tout moment, à la volonté de l'Administration, tant comme concernant une portion du domaine public que dans l'intérêt de la Compagnie Concessionnaire du Port de Papeete ; elle pourrait en outre être retirée s'il n'était pas procédé dans le délai d'un an aux installations en vue desquelles elle est accordée.

Art. 3. — Le concessionnaire ne pourra substituer un tiers aux droits et obligations résultant du présent arrêté, sans une autorisation préalable de l'Administration.

Art. 4. — La Société versera annuellement et d'avance, à la caisse du Receveur des Domaines à Papeete, une redevance calculée sur le pied de 0 fr. 50 par mètre carré et par an. Cette redevance sera déterminée après fixation des limites de l'emplacement ; elle sera révisée au plus tard tous les 5 ans ; elle commencera à courir du jour de la signature de la soumission qui sera souscrite par le représentant de la Société.

Art. 5. — La Société devra prendre, dans le délai d'un mois, toutes les mesures reconnues nécessaires pour éviter la propagation d'incendie en cas de sinistre.

Art. 6. — Le Chef du 2^e Bureau du Secrétariat Général et le Chef du Service des Domaines sont chargés, chacun en ce qui le

concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 octobre 1919.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

*Le Chef du 2^{me} Bureau du
Secrétariat Général,*
H. GENTIL.

*Le Receveur des
Domaines,*
FAUGERAT.

ARRÊTÉ modifiant l'article 5 des arrêtés des 24 février 1916 et 11 juin 1914, portant réorganisation de la Caisse Agricole.

(Du 9 octobre 1919.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'arrêté du 11 juin 1914, réorganisant la Caisse Agricole, modifié par l'arrêté du 24 février 1916;

Vu la délibération du Comité-Directeur, en date du 8 septembre 1919, concernant le relèvement des émoluments du personnel auxiliaire de la Caisse Agricole;

Vu l'avis émis par le Conseil d'Administration dans sa séance du 9 octobre 1919;

Sur la proposition du Chef du 2^{me} Bureau du Secrétariat Général du Gouvernement, Censeur de la Caisse Agricole,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — L'arrêté du 24 février 1916, susvisé, est modifié ainsi qu'il suit :

Le personnel auxiliaire nécessaire aux écritures et à la tenue de la Caisse Agricole est réglé et appointé par le Comité-Directeur, sur la dite Caisse, moyennant un crédit dont le montant est fixé à 7.000 francs au maximum.

Art. 3. — Le Chef du 2^{me} Bureau du Secrétariat Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 octobre 1919.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

*Le Chef du 2^{me} Bureau du
Secrétariat Général,*
H. GENTIL.

ARRÊTÉ autorisant le Trésorier-Payeur à faire emploi dans ses écritures du montant du dégrèvement accordé à la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie, pour impôt sur la propriété bâtie concernant l'année 1918.

(Du 9 octobre 1919.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le § 2 de l'art. 25 du décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu l'article 2 de l'arrêté du 3 juin 1882;

Vu l'article 2 (nouveau) de l'arrêté du 17 avril 1917, donnant droit au dégrèvement de l'impôt sur la propriété bâtie pour cause de vacance de maison;

Vu les déclarations faites par la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie, propriétaire à Makatea;

Le Conseil d'Administration entendu,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le Trésorier-Payeur est autorisé à faire emploi dans ses écritures de la somme de cinquante-six francs neuf centimes, montant des dégrèvements pour impôt sur la propriété bâtie, à cause de vacances de maisons, sur l'exercice 1918, accordés à la Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie, ci. . 56' 09

Art. 2. — Le présent arrêté sera communiqué pour exécution, enregistré et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 octobre 1919.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service des Contributions,
G. LAGARDE.

ARRÊTÉ fixant le prix des passeports à l'intérieur et à l'étranger et le droit dû pour chaque visa de passeport dans la Colonie.

(Du 20 octobre 1919.)

(Approuvé par dépêche ministérielle n° 8, du 3 février 1919.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, ensemble ceux des 19 mai 1903 et 7 octobre 1912, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la décision du 14 décembre 1859, créant un bureau de l'Enregistrement à Papeete;

Vu l'article 45 de la loi du 31 décembre 1917, concernant l'ouverture et l'annulation de crédits sur l'exercice 1917;

Vu la dépêche ministérielle du 5 février 1918, n° 117;

Sur le rapport du Chef p. i. du Service de l'Enregistrement et l'avis conforme du Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement;

Vu l'avis émis par le Conseil d'Administration dans sa séance du 7 juin 1918,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Le prix des passeports à l'intérieur et à l'étranger est fixé à cinq francs. Dans cette fixation sont compris les frais de papier et timbre et tous frais d'expédition. Le montant de la taxe sera imprimé sur les passeports.

Chaque visa de passeport auquel il sera procédé dans la Colonie donnera lieu à la perception d'un droit de deux francs quarante centimes.

Les passeports à délivrer aux personnes véritablement indigentes et reconnues hors d'état d'en acquitter le montant seront délivrés gratuitement. Ils seront exempts du droit de visa.

Art. 2. — Les formules de passeports seront conformes aux modèles de France. Elles continueront à être délivrées par le Gouverneur. La comptabilité en sera tenue de la même manière que pour les papiers et imprimés timbrés, par le Receveur de l'Enregistrement, qui en fera recette au titre : « Timbre : Débite des passeports ». Cet Agent délivrera les formules à l'autorité administrative, soit contre paiement de leur valeur, soit contre remise des quittances à souche constatant le versement par les particuliers

au Trésorier-Payeur du prix des passeports. Le Receveur comprendra ces quittances pour comptant dans ses versements.

Art. 3. — Le visa des passeports dans la Colonie continuera à être effectué par le Gouverneur, après paiement, constaté sur le passeport, du paiement de la taxe afférente au visa. La recette des droits sera effectuée par le Receveur de l'Enregistrement et portée en compte au Chapitre 4, article 5 § II: « Recettes éventuelles: Visa des passeports ».

Art. 4. — Les formules des passeports à délivrer aux indigents seront remises contre simple reçu à l'autorité administrative qui aura seule à vérifier le fait de l'indigence. La comptabilité de ces formules sera tenue, pour ordre, par le Receveur qui conservera les reçus à lui délivrés pour sa décharge.

Art. 5. — Le Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement et le Chef du Service de l'Enregistrement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué, publié et enregistré partout où besoin sera.

Papeete, le 20 octobre 1919.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

*Le Chef des Bureaux du
Secrétariat Général,*

H. GENTIL.

*Le Chef du Service de
l'Enregistrement p. i.,*

FAUGERAT.

ARRÊTÉ autorisant la restitution, à la Compagnie Concessionnaire du Port de Papeete, de la redevance afférente aux 6 derniers mois du bail du 4 octobre 1917, résilié pour compter du 4 octobre 1919.

(Du 20 octobre 1919.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, modifié par les décrets des 19 mai 1903 et 7 octobre 1912, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu la demande formulée par la Compagnie Concessionnaire du Port de Papeete, par lettres des 24 février, 21 mai et 28 juin 1919, tendant à la restitution des redevances acquittées par elle en exécution du bail du 4 octobre 1917, d'un terrain sis à Fare-Ute, pour parc à charbon;

Vu la copie de recette des dites redevances;

Vu la dépêche ministérielle n° 521, du 4 août 1919;

Vu le rapport du Chef du Service des Domaines;

Sur la proposition du Chef des Bureaux du Secrétariat Général du Gouvernement;

Le Conseil d'Administration consulté en sa séance du 9 octobre 1919,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est autorisée la restitution, au profit de la Compagnie Concessionnaire du Port de Papeete, de la somme de deux mille cent treize francs vingt-cinq centimes, montant de la redevance acquittée pour les six derniers mois (4 avril-4 octobre 1919), du bail à la dite Compagnie, par acte du 4 octobre 1917, d'un terrain domanial situé à Papeete, à la pointe de Fare-Ute, en vue de l'établissement d'un parc à charbon, le dit bail résilié d'un commun accord pour compter du 4 octobre 1919.

Art. 2. — Le Chef des Bureaux du Secrétariat Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 octobre 1919.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

*Le Chef des Bureaux du
Secrétariat Général,*

H. GENTIL.

ARRÊTÉ autorisant un prélèvement, sur la Caisse de réserve, d'une somme de 80.000 francs, pour être affectée à l'attribution d'avances exceptionnelles sur amélioration de traitement au profit du personnel en service dans la Colonie et entretenu sur le Budget local.

(Du 24 octobre 1919.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu les radiotélégrammes des 19 juin, 16 et 28 juillet 1919, portant application des instructions contenues dans les circulaires ministérielles n°s 23 et 32;

Vu l'arrêté du 25 septembre 1919, promulguant dans la Colonie le décret du 8 juillet 1919, autorisant et réglementant l'attribution d'avances exceptionnelles sur amélioration de traitement au profit du personnel entretenu sur les Budgets généraux, locaux et spéciaux des colonies;

Sur la proposition du Chef du Bureau des finances du Secrétariat Général du Gouvernement;

Le Conseil d'Administration entendu, sous réserve de l'approbation du Ministre des Colonies,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Il sera prélevé sur la Caisse de réserve une somme de quatre-vingt mille francs pour être affectée à l'attribution d'avances exceptionnelles sur amélioration de traitement au profit du personnel en service dans la Colonie et entretenu sur le Budget local.

Art. 2. — Cette opération sera faite au titre du Budget de l'exercice en cours et figurera en recettes à la section 2: « Recettes extraordinaires », chapitre 9, article unique, paragraphe 1^{er}: « Prélèvement exceptionnel sur la Caisse de réserve », et en dépenses, au chapitre 18, article 1^{er}, paragraphe 7: « Dépenses extraordinaires ».

Art. 3. — Le Chef du Bureau des finances du Secrétariat Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 octobre 1919.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Bureau des finances,

H. GENTIL.

ARRÊTÉ ouvrant un crédit de 80.000 francs au titre du Chapitre 18, article 1^{er}, paragraphe 7 : « Dépenses extraordinaires ».

(Du 24 octobre 1919.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté n° 641, du 24 octobre 1919, portant prélèvement sur la Caisse de réserve d'une somme de 80.000 francs;

Sur le rapport du Chef du Bureau des finances du Secrétariat Général du Gouvernement;

Le Conseil d'Administration entendu, sous réserve de l'approbation du Ministre des Colonies,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Un crédit de quatre-vingt mille francs est ouvert au Chapitre 18, article 1^{er}, paragraphe 7 : « Dépenses extraordinaires », du Budget de l'exercice en cours, représentant le montant du prélèvement effectué sur la Caisse de réserve par l'arrêté précité du 24 octobre 1919.

Art. 2. — Le présent arrêté, vu l'urgence, est rendu provisoirement exécutoire.

Art. 3. — Le Chef du Bureau des finances du Secrétariat Général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 octobre 1919.

JOCELYN ROBERT

Par le Gouverneur :

Le Chef du Bureau des finances,
H. GENTIL.

ARRÊTÉ prorogeant jusqu'au 31 décembre 1919 la pêche des huîtres nacrées et perlières dans l'Archipel des Tuamotu.

(Du 24 octobre 1919.)

LE GOUVERNEUR P. I. DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie, CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885, concernant le Gouvernement de la Colonie;

Vu le décret du 21 juin 1904, réglementant la pêche des huîtres nacrées et perlières dans la Colonie;

Vu l'arrêté du 11 février 1919, ouvrant la pêche des huîtres perlières et nacrées dans l'archipel des Tuamotu, du 1^{er} août au 1^{er} décembre 1919;

Vu la demande, en date du 8 septembre 1919, des Présidents des Conseils des districts de Takapoto, Takaroa et Apataki, tendant à obtenir une prolongation de un mois pour la plongée des huîtres perlières dans les dites îles;

Considérant que les motifs invoqués par les pétitionnaires à l'appui de leur demande, ont été reconnus fondés, à savoir : 1^o le grand nombre de malades et de décès survenus parmi le personnel plongeur; 2^o la pauvreté du lagon ouvert; 3^o la persistance d'un vent défavorable à la pêche;

Vu l'avis émis par l'Administrateur des Îles Tuamotu dans sa lettre du 9 octobre 1919;

Vu l'avis du Chef du Service de la Navigation;

Vu l'avis émis par le Conseil d'Administration dans sa séance du 24 octobre 1919,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — La pêche des huîtres nacrées et perlières est autorisée jusqu'au 31 décembre 1919, dans les îles de l'archipel des Tuamotu régulièrement ouvertes à la plongée, pour l'année 1919, par l'arrêté du 11 février 1919 susvisé et sur les bancs nacrés dénommés à l'article 1^{er} du dit arrêté.

Art. 2. — Toutes les autres stipulations de l'arrêté précité du 11 février 1919 restent en vigueur.

Art. 3. — Le Chef du Service Judiciaire, le Chef du Service de la Navigation, le Chef du 2^{me} Bureau du Secrétariat Général du Gouvernement et l'Administrateur des Îles Tuamotu sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 octobre 1919.

JOCELYN ROBERT.

Par le Gouverneur :

Le Chef du Service
Judiciaire p. i.,
L. FABRE.

Le Chef du Service de la
Navigation p. i.,
LEGAYIC.

Le Chef du 2^{me} Bureau, du
Secrétariat Général,
H. GENTIL.

L'Administrateur des
Îles Tuamotu,
FERLUS.

NOMINATIONS, MUTATIONS, MOUVEMENTS, ETC.

Par décision du Gouverneur, en date du 10 octobre 1919, M. Georges Froment-Guieyresse, Directeur général du Comité de l'Océanie française, a été nommé Commissaire des Etablissements français de l'Océanie à l'Exposition nationale coloniale de Marseille en 1922 et à l'Exposition coloniale interalliée de Paris en 1924.

Par décision du Gouverneur, n° 617, en date du 14 octobre 1919, la démission offerte par M. Farnault de ses fonctions de porteur de contraintes est acceptée pour compter du 1^{er} septembre 1919.

Par arrêté du Gouverneur, n° 619, en date du 14 octobre 1919, dispense de la production de son acte de naissance est accordée à la dame Irena a Pukoki, à l'effet de contracter mariage avec le sieur Moana a Mahaa.

Par décision du Gouverneur, n° 621, en date du 15 octobre 1919, le nommé Taitua a Rere, dit Ani, âgé de 24 ans, quittera la léproserie d'Orofara le 15 octobre 1919 pour être soumis à l'isolement à domicile.

Par décision du Gouverneur, n° 622, en date du 15 octobre 1919, M. Sidoine, Commis-principal des Secrétariats Généraux, est affecté au 1^{er} Bureau (Finances) du Secrétariat Général du Gouvernement.

Par décision du Gouverneur, n° 623, en date du 16 octobre 1919, un congé de un an pour affaires personnelles, sans solde, est accordé, sur sa demande, au sieur Teagai Mathias, agent de police à Rikitea, pour compter du 1^{er} juin 1919.

Par décision du Gouverneur, n° 626, en date du 16 octobre 1919, le nommé Gabriel Mahana, condamné le 13 juin 1910 par le Tribunal de 1^{re} instance de Papeete à huit mois de prison, pour tentative de soustraction frauduleuse, détenu à la prison coloniale de Papeete, est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.

Par décision du Gouverneur, n° 627, en date du 18 octobre 1919, une permission d'absence de un mois pour couches, avec solde, est accordée, sur sa demande, à M^{me} Tuarae Maitere, Institutrice adjointe à Vairao, pour compter du 5 octobre 1919.

Par décision du Gouverneur, n° 628, en date du 18 octobre 1919, le Premier-Maitre fourrier Garde-magasin de la Marine délivrera au Service Local, pour les besoins de la Gendarmerie, à titre de cession remboursable, les munitions désignées ci-après, savoir :

Cartouches à balles pour fusil modèle 86-93.....	456
id. pour revolver modèle 92.....	456

Par décision du Gouverneur, n° 629, en date du 18 octobre 1919, M. Berder (Armand-Guillaume) est nommé porteur de contraintes, en remplacement de M. Farnault, démissionnaire, et pour compter du 16 octobre 1919.

Par décision du Gouverneur, n° 632, en date du 21 octobre 1919, MM. Ozanne (Léo-Désiré) et Perraud (Gilbert), reconnus admissibles à l'examen du 2 octobre courant, sont autorisés à commander au petit cabotage, dans les Etablissements français de l'Océanie, sur les navires à voiles et à propulsion mécanique.

Par décision du Gouverneur, n° 633, en date du 21 octobre 1919, le nommé Faaru a Matuaniva est chargé de la surveillance du pavillon d'isolement de Motu-One, pour compter du 16 octobre courant.

Par décision du Gouverneur, n° 635, en date du 21 octobre 1919, M. Mahiti a Huri, patron au bornage, prendra le commandement de la goëlette du Service Local "Mouette", armée en plaisance, en remplacement de M. Richam, démissionnaire.

Par décision du Gouverneur, n° 636, en date du 22 octobre 1919, une Commission composée de :

MM. Le Gayic, Capitaine au long cours, Chef du Service de la Navigation *p. i.*, Président ;
 Buillard, Commis-principal du Secrétariat Général chargé du Service Administratif de la Marine ;
 Herry, Premier-Maitre mécanicien provenant du "Kersaint", se réunira aux Magasins de la Marine, le 24 octobre 1919, à 8 heures du matin, pour procéder au récollement du matériel à la charge du Premier-Maitre fourrier Cotel, qui doit être rapatrié pour raisons de santé.

Par décision du Gouverneur, n° 637, en date du 22 octobre 1919, M. Antier (Georges), Lieutenant de Juge, est nommé provisoirement Président du Tribunal de Première instance de Papeete ;
 M. Faugerat (Alcide), Receveur de l'Enregistrement, est nommé provisoirement Lieutenant de Juge près du même Tribunal.

Par décision du Gouverneur, n° 638, en date du 24 octobre 1919, les deux Sections du Concours agricole de Taravao sont composées comme suit :

1^{re} Section.

MM. Sage, Membre de la Chambre d'Agriculture, Président ;
 Brown, Membre de la Chambre de Commerce ;
 Lespinnasse, Pharmacien Major des Troupes coloniales.

2^{me} Section.

MM. Jamet, Membre de la Chambre d'Agriculture, Président ;
 Brown, Membre de la Chambre de Commerce ;
 le Docteur Le Strat, Médecin civil.

Les deux Sections du Concours agricole de Moorea sont composées comme suit :

1^{re} Section.

MM. A. Atger, Membre de la Chambre d'Agriculture, Président ;
 Martin, Membre de la Chambre de Commerce ;
 Lespinnasse, Pharmacien Major des Troupes coloniales.

2^{me} Section.

MM. A. Atger, Membre de la Chambre d'Agriculture, Président ;
 Martin, Membre de la Chambre de Commerce ;
 Titiauri a Temauoraa, ancien instituteur, Président du Conseil de district de Teavaro-Teaharaoa.

Par décision du Gouverneur, n° 639, en date du 24 octobre 1919, sont nommés, pour compter du 1^{er} novembre 1919 :

1^{re} Plantons de 3^{me} classe.

Samy Virassamy, planton au Service du Gouvernement et Perry (Damase), planton écrivain au Service du Port ;

2^{me} Plantons de 6^{me} classe.

Mariassoucé (Joseph), planton au Service du Gouvernement ;
 Tetiana a Amaru, planton au Parquet, Puhia Liou Sin, planton au Service des Contributions et Clark (Neagle), planton au Service des Travaux publics.

Par décision du Gouverneur, n° 653, en date du 24 octobre 1919, le sieur Chong Ah Min, mutilé de la Grande guerre, titulaire de la Médaille militaire et de la Croix de guerre, est nommé Président du Conseil de district de Papeari, en remplacement de Vehiarii a Paheroo, décédé.

Par décision du Gouverneur, n° 655, en date du 25 octobre 1919, MM. Cotel (Yves), Premier-Maitre fourrier Garde-magasin de la Marine, et Herry (Pierre), Premier-Maitre mécanicien de la Marine provenant du "Kersaint", prendront passage sur le vapeur "Moana" quittant Papeete le 28 octobre 1919, à destination de France, via San Francisco-New-York, en vue de l'obtention d'un congé de convalescence.

Par décision du Gouverneur, n° 657, en date du 27 octobre 1919, M. Albert Tumataarua est nommé planton de 6^e classe pour servir au Parquet en remplacement de M. Fareahau a Tirao, démissionnaire.

Par décision du Gouverneur, n° 658, en date du 27 octobre 1919, la démission de son emploi offerte par M. Taulu a Oopa, Instituteur du cadre local, est acceptée à compter du 10 octobre 1919.

Par décision du Gouverneur, n° 663, en date du 29 octobre 1919, M. Gallien (Paul), Commis principal du Secrétariat Général du Gouvernement, de retour de congé, est affecté au Bureau des finances.

La décision du 17 janvier 1919, est rapportée :

M. Gallien reprendra ses fonctions de chargé du Service Administratif de la Marine.

AVIS OFFICIELS

ENREGISTREMENT ET DOMAINES

Vente aux enchères publiques.

Il sera procédé, le **Mercredi 12 novembre 1919**, à 8 heures du matin, à Fare-Ute, à la cale de halage, à la vente aux enchères publiques d'un chaland provenant du Service de Santé et réformé (accessoires actuellement à bord non compris);

Et le même jour, à 8 heures 1/2, au Palais de Justice, il sera procédé à la vente aux enchères publiques d'objets provenant des greffes, étant notamment :

Débris de monnaie d'argent (presque toute chilienne et péruvienne : 1 kilo environ en plusieurs lots) — débris d'armes — armes de chasse et armes non prohibées (à délivrer sur autorisation) — montres — vêtements — perles, nacres et chicots — chaussures — sacs — porte-monnaie — mouchoirs — bois — haches — balances — poids — bouteilles de vin, de bière et de rhum — ciseaux — journaux — cartes à jouer (une centaine de paquets) — morceaux de cuivre — outils — lanternes électriques — bicyclettes — coffrets — literie — film cinématographique — cadenas — bagues — tabac indigène, etc.

Prix d'adjudication payables au comptant et avant livraison. — Aucune réclamation ne sera admise après la vente.

Les prix seront majorés de 6 p. 0/0 pour tous frais, sauf pour certains objets qui seront spécifiés avant la vente.

Papeete, le 20 octobre 1919.

Le Receveur des Domaines,
FAUGERAT.

HOPITAL CIVIL DE PAPEETE.

Avis d'adjudication.

Le public est informé qu'il sera procédé en séance publique, le **Mercredi 26 novembre** prochain, à 9 heures, dans le cabinet du Directeur du Service de Santé, à l'adjudication, sur soumissions cachetées, de la fourniture des denrées diverses et de l'entreprise du blanchissage du linge et des effets de literie nécessaires au Service de l'Hôpital pendant l'année 1920,

Savoir :	Cautionnements provisoires.
1 ^{er} lot. — Denrées diverses	200 francs.
2 ^{me} lot. — Viande fraîche	200 —
3 ^{me} lot. — Aliments légers	200 —
4 ^{me} lot. — Pain frais	200 —
5 ^{me} lot. — Lait frais	100 —
6 ^{me} lot. — Houille, huile de schiste, alcool à brûler	200 —
7 ^{me} lot. — Savon, potasse, balais	200 —
8 ^{me} lot. — Blanchissage	200 —

Le cahier des charges relatif à ces divers fournitures est déposé à l'Economat de l'Hôpital, où le public est admis à en prendre connaissance tous les jours, durant les heures d'ouverture des bureaux.

Toutes ces fournitures sont exclusivement réservées aux négociants, industriels ou propriétaires français.

SERVICE DES MINES

Avis.

Demande de permis de recherche déposée au Service des Mines.

N° du permis	Nom du demandeur	Nom du permis	Situation	Substances	Côté du carré	Date du dépôt de la demande
17	M. Williams (Walter, Johnston).	Atuana	District d'Atuana, île Hivaoa, (archipel des Marquises).	Fer et substances de la catégorie "c".	Périmètre constitué par un rectangle dont l'angle sud-est se trouve à la pointe du cap existant encre la baie d'Atuana et la baie de Taahuku et dont le côté ouest passe par le sommet du Mont Heani. Ce périmètre ayant pour longueurs aux : Côté Sud 4.800 mètres — Nord 4.800 mètres — Est 5.000 mètres — Ouest 5.000 m. et une superficie de 2.400 hectares.	17 oct. 1919.

Permis de recherche établi par le Service des Mines.

N° du permis	Titulaire du permis	Nom du permis	Situation	Substances	Surface accordée	Période de validité
13	M. Williams (Walter, Johnston).	Rurutu	Ile Rurutu	Fer et minéraux de la catégorie "c".	4.000 hectares environ.	du 20 oct. 1919 au 19 oct. 1921
14	M. Ch. Henry, Directeur de la Société française des îles Marquises.	Nuka-Hiva	Côté Sud de l'île Nuka-Hiva, compris entre la pointe Kapu, à l'ouest de la baie du Contrôleur à Tai-pi-Vai et la baie de Haka-ke (archipel des Marquises).	Guanos, phosphates et nitrates de la catégorie "b".	474 hect. 50 ares 74 cent.	du 20 oct. 1921 au 19 oct. 1921
15	M. Williams (Walter, Johnston).	Atuana	District d'Atuana, île Hiva-oa (archipel des Marquises).	Fer et substances de la catégorie "c".	2.400 hectares.	du 20 oct. 1919 au 19 oct. 1921

Papeete, le 20 octobre 1919.

Le Chef p. i. du Service des Mines,

L. MARCILLAC.

STATISTIQUES DÉMOGRAPHIQUES

COMMUNE DE PAPEETE

Mois de septembre 1919.

Naissances.

	SEXE masculin	SEXE féminin	TOTAUX
FRANÇAIS :			
Européens.....	»	»	»
Métis.....	1	»	1
Indigènes.....	4	1	5
ETRANGERS :			
Asiatiques.....	1	1	2
Totaux.....	6	2	8

Décès.

	SEXE masculin	SEXE féminin	TOTAUX
FRANÇAIS :			
Européens : au-dessus de 50 ans....	»	1	1
Métis : de 5 à 15 ans.....	»	1	1
— de plus de 50 ans.....	»	1	1
Indigènes : mort-nés.....	2	»	2
— de 5 à 15 ans.....	»	1	1
— de 15 à 50 ans.....	1	»	1
— au-dessus de 50 ans.....	1	»	1
ETRANGERS :			
Asiatiques : de 15 à 50 ans.....	1	»	1
Totaux.....	5	4	9

Causes des décès.

Tuberculose.....	2	Affections intestinales (gastro-entérite).....	1
Grippe.....	1	Méningite.....	1
Affections pulmonaires.....	1	Divers.....	3

Mariages.

Entre: M. Picard (Joseph-Nicolas), (métis français), et M^{lle} Van Bastolaère (Cécile), (métisse française).Entre: M. Gournac (Georges-Joseph), (français), et M^{lle} Bunkley (Mahurua), (métisse anglaise).

Aperçu nosologique.

(Rien à signaler.)

PORT DE PAPEETE

Liste des passagers arrivés.

19 octobre. — Vapeur *Tofua*, venant de San-Francisco. Passagers: MM. Krajewski, Père Rougier, Manches, Pugeault, Eymard, A. Eymard, Gallien, Tensorer, Antier et deux enfants, Chrichton, Freeman, Wise, Killorin, Varney, Scravenius et fils, Stampe, Laurent, Davis, Rook, Masters, de Wild; M^{mes} Krajewski, O. Nordman, Pugeault, Eymard, Stampe, Goupil.

Liste des passagers partis.

21 octobre. — Vapeur *Tofua*, allant à Wellington. Passagers: MM. Corvallo, Rowe, W. J. Wigmore, Byron, Jones, Josephian, capitaine, second et 4 matelots du "*Gisborne*", John Scully, Sage; M^{lles} Bristow, Lord, Mawly; M^{me} Taataterai et 2 enfants.

CAISSE AGRICOLE

Situation au 1^{er} octobre 1919.

ACTIF.		
<i>1^{re} Opérations principales.</i>		
Prêts divers à longs termes (sur hypothèques de propriétés rurales)	589.591 ^f 38	
Terrains vendus ou cédés à terme	136.942 67	
Avances de premier établissement	500 »	
		727.034 ^f 05
<i>2^{es} Opérations accessoires.</i>		
Effets à recouvrer	76.567 55	
Prêts sur hypothèques de propriétés de ville	98.218 30	
Achats de litres	»	
Inscription hypothécaire sur les biens du comptable en garantie de sa gestion ..	4.000 »	
		178.785 85
<i>3^e Divers.</i>		
Immeubles divers	15.340 42	
Mobilier	1.242 88	
Caisse	364.273 51	
Correspondants divers	»	
Avances à régulariser	2.226 25	
Intérêts sur ventes et prêts	21.160 99	
Prêts au Service Local	»	
Divers débiteurs	1.153 96	
		405.398 01
		1.341.217 ^f 91
PASSIF.		
Dépôts	976.379 25	
Cautionnement du comptable	8.000 »	
Prêts au Service Local	59.890 »	
Avances par le Service Local, pour couvrir le montant des traites tirées par les Agents spéciaux	15.000 »	
Intensification de la production du sol (avance remboursable au Service Local) ..	25.672 16	
Correspondants divers	2.351 83	
Succession G. Quesnot	11.150 »	
		1.098.443 24
Capital ou balance en faveur de la Caisse		212.774 ^f 67

Mouvement de la Caisse en septembre 1919.

DÉSIGNATION DES COMPTES	RECETTES	DÉPENSES
Effets à recouvrer	645 ^f »	20.000 »
Prêts divers à longs termes	2.921 64	35.300 »
Terrains vendus ou cédés à terme	800 »	»
Frais généraux	»	5.840 02
Intérêts divers sur ventes et prêts	1.867 98	»
Dépôts	139.504 87	49.101 54
Intérêts sur les dépôts	»	113 54
Avances à régulariser	»	253 50
Correspondants divers	3.252 40	2.023 50
Prime perçue sur traites délivrées pendant le mois	0 75	»
Recettes diverses	32 50	»
Intensification de la production du sol (avance remboursable au Service Local) ..	767 58	»
Avances de 1 ^{er} établissement	»	500 »
Mobilier	»	967 30
Immeubles divers	30.000 »	»
Totaux du mois	179.792 ^f 72	114.099 ^f 40
L'encaisse au 1 ^{er} septembre 1919 était de ..	298.580 19	»
Soit	478.372 91	»
Les dépenses du mois s'étant élevées à ..	114.099 40	»
Il reste en caisse, au 1 ^{er} octobre 1919 ..	364.273 ^f 51	»

Résumé des opérations du mois.

Le capital, au 1 ^{er} septembre 1919, était de		215.305 ^f 20
L'excès du compte <i>Profits et Pertes</i> s'est augmenté pendant le mois :		
Des intérêts échus :		
Sur les terrains vendus ou cédés	975 ^f 06	
Sur les prêts divers à longs termes	2.217 08	
Sur les prêts sur cautions	151 45	
Sur avances de premier établissement	»	
Sur nos dépôts au Crédit Lyonnais	»	
Sur divers débiteurs	»	
Sur intensification de la production du sol (avance remboursable au Service Local)	46 19	
Des recettes diverses	32 50	
De la prime perçue sur traites délivrées pendant le mois	0 75	
		3.423 03
Le DÉBIT de ce compte comprend :		218.728 ^f 23
Les frais généraux du mois	5.840 02	
Les intérêts sur dépôts payés pendant le mois	113 54	
Remises aux Agents spéciaux sur traites délivrées aux particuliers	»	
		5.953 56
Le capital, au 1 ^{er} octobre 1919, est de		212.774 ^f 67

Certifié conforme aux écritures :

Le Secrétaire-trésorier,

H. VILLIERME.

Vu et vérifié :

Le Chef du 1^{er} Bureau,

J. BULLARD.

Vu :

Le Président,

D^r LE STRAT.

Vu :

Le Censeur,

H. GENTIL.

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M^e L. SIGOGNE, Défenseur à Papeete, rue de Rivoli.

A VENDRE PAR LICITATION

Le Mardi vingt-cinq novembre mil neuf cent dix-neuf, à huit heures du matin, par devant le Tribunal de Première instance séant en audience des criées au Palais de Justice à Papeete, l'immeuble ci-après désigné, sis à Paea,

A la requête de :

1^o M. Charles, Metcalf Stuart, propriétaire, demeurant à Auckland, Nouvelle-Zélande, agissant en qualité de tuteur de son fils mineur John Stuart ;

2^o M. Herbert Stuart, propriétaire, demeurant à Auckland, Nouvelle-Zélande ;

3^o M^{lle} Annie Stuart, propriétaire, demeurant à Auckland, Nouvelle-Zélande ;

Pour lesquels domicile est élu à Papeete, rue de Rivoli, en l'étude de M^e Sigogne, Défenseur.

Désignation de l'immeuble à vendre.

Un immeuble sis à Paea, à proximité du vingt-troisième kilomètre, d'une superficie de dix hectares cinquante centiares environ, entièrement clos par des barrières en bois et ronces artificielles, mesurant en profondeur soixante mètres pour la

partie comprise entre la mer et la route, trois cent soixante mètres pour le côté de la montagne et une largeur moyenne de cent vingt-cinq mètres, planté d'environ mille cocotiers presque tous en rapport, de caféiers, maiorés et autres arbres fruitiers, et divisé en plusieurs clôtures secondaires pour l'élevage du bétail et l'entourage d'un potager.

Sur cet immeuble sont édifiés :

1° Une maison d'habitation en bois, couverte en tôle, mesurant dix mètres de longueur sur onze mètres de largeur, et dépendances comprises dans un bâtiment annexe de 10 m. 30 de long sur 3 m. 70 de large;

2° Un hangar couvert en tôle, mesurant 26 mètres de longueur sur 6 m. 40 de largeur, avec deux appentis mesurant l'un 7 m. 50 de long sur 3 m. 40 de large, et le second 11 m. 30 de long sur 2 m. 20 de large, servant de séchoir, atelier, remise et écurie;

3° Une maisonnette couverte en tôle, de 3 m. 30 sur 3 m. 70, servant de dépôt d'outils;

4° Un hangar couvert en tôle, de 5 m. 80 sur 2 m. 80, servant de rucher;

5° Deux autres constructions servant de cabinet et de hangar à bois;

6° Une conduite d'eau potable dont la prise est en montagne propre à l'immeuble, desservant la maison et le jardin.

Les ruches qui se trouvent sur la propriété sont comprises dans la vente, mais les animaux, véhicules, outils et meubles ne sont pas compris dans cette vente.

La vente de cet immeuble a été autorisée par jugement du Tribunal de Première instance de Papeete, en date du quatorze octobre mil neuf cent dix-neuf.

Le cahier des charges dressé pour parvenir à cette vente a été déposé au greffe du Tribunal le vingt octobre mil neuf cent dix-neuf.

La mise à prix a été fixée par le jugement sus-énoncé à la somme de vingt-cinq mille francs, ci. 25.000 francs.

Fait et rédigé par moi, Défenseur poursuivant à Papeete, le vingt-quatre octobre mil neuf cent dix-neuf.

L. SIGOGNE.

ANNONCES DIVERSES .

SOCIÉTÉ DE PRODUITS MÉTALLURGIQUES

148, BOULEVARD HAUSSMANN, PARIS.

Consultez-nous pour :

Fonte Acierée — Fonte Mécanique —

Prométal, Fonte réfractaire au feu — Barreaux de grilles —

Supernéutal, Métal résistant aux acides

Jusqu'à 25 tonnes.

Métaux antifriiction et Bronze.

AVIS

Les héritiers RAGAI A HINAI, TEAVAI A MATAVARU, TAHIRI A TAREVA, et TERAGIHUA, demeurant à Nukutavake (Tuamotu), interdisent, à qui que ce soit, de se livrer, sans leur autorisation écrite, à des travaux de culture quelconque sur les terres : 1° Tenaruga; 2° Tenararo; 3° Matureivavao; 4° Vahaga; 5° Morane; 6° Fagataufa; 7° Moruroa; et, 8° Maria, sises aux Tuamotu (secteur des Gambier).

A. B. DONALD LTD.

Société en commandite au capital de 1.393.750 francs.

SIÈGE SOCIAL : AUCKLAND (NOUVELLE-ZÉLANDE).

SUCCURSALES : Papeete, Rarotonga, Iles Cook, Fiji, Marquises, Tuamotus.

CORRESPONDANTS : Londres, Paris, New-York, San Francisco, Sydney.

Armateurs et Consignataires de Navires.

BICYCLETTES ANGLAISES,

BICYCLETTES ANGLAISES,

BICYCLETTES ANGLAISES.

Arrivage de bicyclettes "SWIFT"

Munies de 2 freins, un sur jante d'avant et un sur le moyeu d'arrière; Garde-boues et garde-jupes (aux machines de Dames); Pompe à air; Burette; Clefs; Sacoche, etc., etc.

PRIX : Bicyclettes pour Dames .. 575 francs.

Hommes. 525 —

Ces Machines sont de fabrication soignée, d'une des meilleures Usines anglaises, et il n'est pas possible de trouver des Bicyclettes pouvant donner plus de satisfaction aux amateurs du Cyclisme et du Tourisme.

Grand choix d'Indiennes; Mousselines; Voiles; Tissus de toutes sortes; Couvertures et Châles; etc., etc. Quincaillerie; Batterie de cuisine émaillée et en fer; Poêles à pétrole; Articles de ménage de tous genres; Conserves françaises, américaines et anglaises; Vins blancs et rouges; Liqueurs et Spiritueux.

Chaussures; Vêtements; Chapeaux paille et Panama pour Dames et pour Hommes.

Bois de construction; Ciments; Tôles, etc.

Peintures de toutes couleurs et genres; Huiles et Térébenthine, etc., etc.

Arrivage par le prochain "FLORA" de nouveautés.

DISQUES ET PHONOGRAPHES "VICTOR"

Nous avons actuellement en magasin quelques instruments à prix divers, et attendons un grand assortiment de disques Français et autres par le prochain courrier d'Amérique.

Nous prions ceux de nos clients qui désirent recevoir le catalogue de 250 pages, illustré, contenant le recueil de tous les disques "VICTOR", de bien vouloir nous en faire la demande: Le CATALOGUE sera envoyé par retour du courrier, franco.

Achat et vente des produits du pays aux meilleurs prix.

COMPAGNIE NAVALE DE L'Océanie

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.000.000 DE FRANCS.

SIÈGE SOCIAL : 77, RUE DE LILLE, PARIS.

AGENCE DE PAPEETE-TAHITI

Agences à Paris, Bordeaux, San Francisco, Sydney, Nouméa.

Succursales aux Iles-Sous-le-Vent, Iles Marquises et Tuamotu.

Armateurs et Consignataires de Navires.

IMPORTATION :

Produits français, anglais et américains.

Epicerie — Comestibles — Vins rouges et blancs — Liqueurs — Spiritueux — Quincaillerie — Articles de ménage —
Ronces artificielles — Poteaux de barrière — Bois de Charpente et de Menuiserie —
Tôles plates et ondulées — Ciment — Peintures — Pointes.

Nouveautés — Mercerie — Bonneterie — Chaussures.

GROS, DEMI-GROS ET DETAIL

EXPORTATION :

La Compagnie Navale de l'Océanie, calcule ses prix d'achat du Coprah et de la Nacre avec le Taux actuel du dollar, faisant ainsi profiter le producteur de la hausse provenant du change élevé.

REÇU par l'"EL KANTARA":

Grand assortiment de marchandises Françaises, telles que : Conserves fines Félix Potin —
Chartreuses — Amer Picon — Liqueurs Marie-Brizard — Vins mousseux — Champagne — Pippermint —
Vins fins de Bordeaux et Bourgogne — Champignons — Moutarde — Pickles — Picallili.
Nombreux articles de Quincaillerie — Articles de ménage — Hameçons — Couteaux, etc , etc.

RÉDUCTION DE PRIX

sur Conserves de viande de Ouaco, Conserves françaises et américaines.

Tissus et Chaussures pour Hommes, Dames et Enfants.

Agent pour l'Océanie de la "GUARDIAN INSURANCE COMPANY",

assure contre l'incendie aux meilleures conditions. Polices à court terme.

KRESSER ET STRICH

MAISON FRANCO-AMÉRICAINE
Commission — Importation — Exportation
 320 MARKET STREET
 SAN FRANCISCO

Monsieur Kresser est le fils de M. Kresser de Tahiti
 et sera très heureux de s'occuper personnellement de la fidèle
 exécution de tous les ordres qui lui seront confiés.

COMBATTEZ LA VIE CHÈRE
en vous RASANT vous-MÊME
 avec le Merveilleux Rasoir de Sécurité **ROCHON**

“ LE TAILLEFER ”

(Fabrication Française, Marque déposée)

PLUS DE DANGER de se COUPER !

ECONOMIE de TEMPS et d'ARGENT !

PROPRETE — HYGIÈNE — PLAISIR !

Se trouve toutes bonnes Maisons Coutellerie

CATALOGUE ILLUSTRÉ FRANCO SUR DEMANDE

M. ROCHON, 2, rue Dr Bally, GRENOBLE (Isère)

SOCIÉTÉ THÉÂTRALE DE TAHITI

Messieurs les actionnaires de la Société Théâtrale de Tahiti
 sont convoqués en Assemblée générale extraordinaire le **lundi**
17 novembre prochain, à **sept** heures du soir, salle du Pa-
 lais-Théâtre, pour statuer sur une demande d'acquisition de la
 Société, formulée par Monsieur Marcellin Sage.

Papeete, le 28 octobre 1919.

Le Président du Conseil d'administration,
V. RAOULX

Madame BRODIEN donne des leçons d'Anglais et de Pia-
 no; à son domicile sis rue DUMONT D'URVILLE.

AVIS

La Compagnie Française des Phosphates de l'Océanie
 a l'honneur d'informer Messieurs les commerçants et le public
 en général, qu'elle n'acceptera aucune responsabilité au sujet
 des frais qui pourraient être engagés sans son autorisation par
 les Japonais de passage à Papeete.

SERVICE DE SANTÉ

OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES DU MOIS D'AOUT 1919.

Station de Papeete (Hôpital).

Latitude : 17° 31' 39" Sud. — Longitude de Paris : 151° 54' 30" Ouest ; en temps : 10 h. 7' 38".

DATES	TEMPÉRATURE				HUMIDITÉ RELATIVE en 100		PRESSIONS CORRIGÉES A ZÉRO		VENT		ÉTAT DU CIEL, NUAGES		PLUIE en millimè- tres	OBSERVATIONS
	8 HEURES	16 HEURES	MAXIMA	MINIMA	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES	8 HEURES	16 HEURES		
1	21.0	24.3	28.1	16.9	75	74	758.4	757.1	S-E	S-O	0	9	»	
2	21.9	24.5	27.6	17.2	82	65	761.1	758.8	E	N	1	6	»	Rosée.
3	21.8	25.6	29.0	16.4	76	65	761.2	759.2	S-E	N-O	1	4	»	Rosée.
4	19.6	26.0	28.6	16.8	86	72	761.1	758.9	E	N-O	1	7	»	
5	22.5	26.1	29.1	18.5	79	69	760.7	758.3	N-E	S-O	10	4	gouttes	
6	22.1	26.2	29.5	17.5	82	69	759.9	758.5	N-E	S	0	0	»	Rosée.
7	24.0	26.0	28.6	18.0	75	63	760.5	758.6	N-E	N-E	8	4	»	
8	22.8	26.8	29.7	17.1	71	63	760.4	758.3	N-E	N-E	0	2	»	
9	24.0	27.3	30.5	19.9	73	67	761.6	759.4	E	S-O	0	7	»	
10	21.6	26.8	30.5	18.5	86	64	761.8	759.9	E	S-E	4	4	»	
11	23.0	28.0	30.5	18.7	74	57	761.1	758.1	N-E	S-E	0	1	»	
12	25.0	27.2	30.8	20.2	68	69	760.3	758.2	N-O	N	0	7	»	De fort coups de vent dans l'après-midi.
13	26.7	27.0	30.6	20.0	72	77	758.6	757.8	N-E	N	1	2	»	
14	25.0	27.4	29.6	19.8	77	80	757.5	755.6	N-E	N	4	0	»	
15	23.0	26.1	27.5	21.5	93	76	756.4	754.2	S-E	S	10	6	14.9	
16	24.1	23.0	27.5	20.9	80	75	756.4	755.9	S-O	S	6	10	»	Fort vent dans l'après-midi.
17	24.0	24.6	27.6	18.0	60	61	759.1	757.6	S	N	2	3	»	
18	22.9	25.0	27.6	15.8	68	68	760.3	758.6	N-E	N	1	3	»	Rosée.
19	22.0	24.5	28.4	15.6	67	79	761.8	759.2	E	N-O	1	1	»	
20	23.1	25.2	29.1	16.7	76	73	761.2	759.3	S-O	N-E	0	1	»	
21	25.0	26.8	29.4	18.2	77	76	760.9	759.2	N	N-E	3	2	»	
22	25.3	26.3	30.5	19.9	77	81	761.7	759.8	E	N-E	0	9	0.4	Rosée.
23	25.7	28.3	31.3	19.1	81	69	761.6	759.6	N-E	O	0	5	»	Rosée.
24	25.0	27.3	30.6	19.0	77	67	760.9	759.1	E	S-O	0	7	»	
25	26.0	26.4	31.6	19.0	76	72	760.9	758.3	N-O	E	1	6	»	
26	26.5	26.8	30.1	18.9	72	65	757.8	755.1	N-E	N-E	3	10	»	
27	25.1	27.3	30.5	20.5	79	76	756.0	756.8	N-E	N-O	5	10	3.0	Tremblement de terre à 2 h. et à 4 h. s écousse prolongée.
28	26.0	27.1	31.0	20.4	83	72	759.5	758.0	S-E	S-O	3	7	21.9	
29	26.1	28.2	31.6	21.8	81	70	761.4	759.8	N-E	S-O	6	3	0.3	
30	26.2	28.2	31.8	20.2	83	75	761.3	758.6	E	S-O	3	3	»	
31	26.5	27.5	31.6	21.2	80	80	760.3	758.7	N	S-O	7	6	»	
Moyenne	23.9	26.4	29.7	18.8	77	74	760.1	758.2	Pluie totale.				40mm5	5 jours de pluie.

Vu :

Le Chef du Service de Santé,
D^r ALLARD.Le Pharmacien Major des Troupes coloniales,
A. LESPINASSE.

Tarifs postaux. — Limites de poids et de dimensions des objets de correspondance.

CATÉGORIES D'OBJETS	DESTINATIONS	TARIF D'AFFRANCHISSEMENT AU DÉPART (1)	POIDS	DIMENSIONS
Lettres	Régime intérieur et franco-colonial	Jusqu'à 20 grammes : 0 fr. 15. De 20 à 50 grammes : 0 fr. 25. De 50 à 100 — : 0 fr. 30. au-dessus de 100 grammes 0 fr. 05 par 50 gr. ou fraction de 50 gr. excédant.....	Poids maximum : 1 kilog.	Dimensions maxima : 0 m. 45. Les envois expédiés sous forme de rouleaux dont le diamètre ne dépasse pas 0 m. 10 peuvent atteindre 0 m. 75 de longueur.
	Nouvelle-Zélande et Iles Cook	0 fr. 10 par 20 grammes ou fraction de ce poids.....	pas de limitation	Pas de limitation.
	Autres pays	Jusqu'à 20 grammes : 0 fr. 25. Au-dessus de 20 gr. : 0 fr. 15 par 20 gr. ou fraction de ce poids.....		
Cartes postales simples	Régime intérieur et franco-colonial	0 fr. 15 avec correspondance manuscrite. 0 fr. 10 avec correspondance manuscrite ne comportant pas plus de 5 mots. 0 fr. 05 sans aucune correspondance.		Dimensions maxima : 0 m. 14 × 0 m. 09. Dimensions minima : 0 m. 10 × 0 m. 07.
Cartes postales avec réponse payée	Relations internationales	0 fr. 10 avec correspondance manuscrite. 0 fr. 05 sans correspondance.		id.
	Régime intérieur et franco-colonial	0 fr. 30.....		id.
	Relations internationales	0 fr. 20.....		
Papiers d'affaires	Régime intérieur et franco-colonial	Même tarif que les lettres, avec faculté de cacheter.....	1 kilog.	Mêmes conditions de dimensions que les lettres dans le régime intérieur et franco-colonial.
	Relations internationales (3)	Jusqu'à 250 gr. : 0 fr. 25. Au dessus de 250 gr. : 0 fr. 05 par 50 gr. ou fraction de 50 gr. excédant.....	2 kilog.	id.
Echantillons	Régime intérieur et franco-colonial	0 fr. 10 jusqu'à 50 gr., ensuite 0 fr. 05 par 50 gr. ou fraction de 50 gr. excédant.	500 gr.	Dimensions maxima : 0 m. 30, à l'exception des étoffes collées sur papier ou carte mince, dont la longueur peut atteindre 0 m. 45, et des envois en paquets ou tubes qui peuvent également atteindre 0 m. 45 à condition que les autres dimensions ne dépassent pas 0 m. 15.
	Provenant ou à destination des militaires	0 fr. 05 par 50 gr. ou fraction de 50 gr. excédant.....	1 kilog.	
	Relations internationales (3)	Jusqu'à 100 gr. : 0 fr. 10. Au-dessus de 100 gr. : 0 fr. 05 par 50 gr. ou fraction de 50 gr. excédant.....	350 gr.	Dimensions maxima : 0 m. 30 × 0 m. 20 × 0 m. 10 ou, si les paquets ont la forme de rouleaux, 0 m. 30 de longueur sur 0 m. 15 de diamètre.
Imprimés (2)	Régime intérieur et franco-colonial	0 fr. 05 par 50 gr. ou fraction de 50 gr. excédant.....	3 kilog.	Comme les lettres du régime intérieur et franco-colonial.
	Relations internationales (3)	Id.	2 kilog.	

Taxe de recommandation : 0 fr. 25 pour toutes catégories et toutes destinations. — Avis de réception : 0 fr. 15.

Coupons réponse : Prix de vente : 0 fr. 35. — Coupons réponses reçus de l'extérieur, échangés contre timbres de 0 fr. 25.

(1) **Lettres.** — Taxe facultative au départ. En cas de non affranchissement ou d'insuffisance d'affranchissement au départ, les lettres sont taxées, à l'arrivée, au double tarif, ou au double de l'insuffisance. — **Autres objets.** — Affranchissement, au moins partiel, obligatoire au départ. Taxe à l'arrivée : double de l'insuffisance.

(2) Les cartes de visite qui entrent dans la catégorie des *Imprimés* peuvent, dans le régime intérieur et franco colonial, comporter de 1 à 5 mots de correspondance manuscrite ; dans ce cas la taxe d'affranchissement est de 0 fr. 10.

(3) Les papiers d'affaires, échantillons et imprimés doivent être sous enveloppes, plis ou paquets ouverts faciles à vérifier.